



Liberté . Égalité . Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des
Collectivités Locales et
de l'Environnement

Bureau des Installations
Classées

IS/AG

ARRETE

n° • 0 2 - 1 3 0 1 du 16 MAI 2002 portant
exécution de travaux d'office sur le site du dépôt de déchets de lindane de la
Société PCUK situé sur la commune de SIERENTZ

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le titre Ier du Livre V du Code de l'Environnement et notamment son article L 514-1,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- VU l'arrêté préfectoral n° 962377 du 12 novembre 1996 imposant à la Société PCUK, entre autres, la vérification du bon fonctionnement du système de drainage, la mise en place d'un réseau de surveillance des eaux souterraines et la réalisation régulière d'analyses de contrôle de la qualité de ces eaux,
- VU l'arrêté préfectoral n° 000224 du 1^{er} février 2000 portant exécution de travaux d'office de surveillance et de protection sur le site du dépôt de déchets de lindane de la Société PCUK à SIERENTZ,
- VU l'arrêté préfectoral n° 000223 du 1^{er} février 2000 portant exécution de travaux d'office d'entretien du terrain sur le site du dépôt de déchets de lindane de la Société PCUK à SIERENTZ,
- VU l'arrêté préfectoral n° 020371 du 12 février 2002 portant prescriptions d'urgence, en vue de mettre fin aux désordres constatés par l'ADEME,
- VU l'arrêté préfectoral n° 020864 du 2 avril 2002 portant mise en demeure de se conformer à l'arrêté n° 020371 du 12 février 2002 susvisé,
- VU le rapport de l'inspecteur des Installations Classées en date du 26 avril 2002,

CONSIDERANT la lettre de l'ADEME du 28 janvier 2002, qui décrit l'état du dépôt de Sierentz et qui transmet les résultats des contrôles effectués (teneurs en lindane dans la nappe phréatique en aval hydraulique du site en augmentation, système de drainage obturé, indices de dégradation de l'étanchéité de la capsule contenant les déchets, protection du piézomètre central détruite),

CONSIDERANT la lettre de Maître Patrick OUIZILLE, liquidateur judiciaire de la Société PCUK, du 14 février 2002, signifiant qu'il ne sera pas donné suite aux prescriptions de l'arrêté n° 020371 du 12 février 2002 susvisé,

CONSIDERANT que le programme d'études et de travaux visant à remédier aux désordres constatés par l'ADEME et prescrit par l'arrêté n° 020371 du 12 février 2002 susvisé n'a pas été remis et qu'aucun début d'exécution de tels travaux n'a eu lieu ; que la mise en demeure de se conformer à cet arrêté est restée sans effet,

CONSIDERANT la circulaire du Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement du 7 juin 1996 relative à la procédure administrative et juridique applicable en matière de réhabilitation de sites pollués,

CONSIDERANT la lettre du Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement du 19 février 2002 autorisant M. le préfet à prendre un arrêté de travaux d'office confiant à l'ADEME la réalisation des travaux de contrôle et de maintenance du dépôt, ainsi que la surveillance de la nappe phréatique en aval du site, pour une période de trois ans,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRETE

Article 1^{er} -

Il sera procédé, aux frais des personnes physiques ou morales responsables, à l'exécution des travaux suivants :

- ◆ Remise en état et maintien du système de drainage et d'écoulement des eaux jusqu'au plan d'eau de la gravière exploitée par la Société SASAG.
- ◆ Nivellement général NGF du site et des piézomètres proches.
- ◆ Nettoyage si nécessaire du piézomètre central du dépôt et remise en état de sa protection.

Pendant une durée de trois ans :

- ◆ Débroussaillage régulier du site.
- ◆ Réalisation d'analyses mensuelles des différents isomères du HCH dans des prélèvements d'eau des piézomètres, des prélèvements de terre et des prélèvements d'eau de la zone marécageuse. La fréquence mensuelle pourra être réduite, sur l'initiative de l'ADEME, si l'analyse des résultats en fait apparaître la possibilité.
- ◆ Contrôle du niveau d'eau dans le piézomètre central, à la même fréquence que les analyses précitées.

Article 2 –

L'ADEME est chargée d'exécuter ou de faire exécuter les évaluations et les travaux édictés à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 –

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, l'inspection des installations classées de la DRIRE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- à M. le Directeur de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), 8 rue Adolphe Seyboth 67000 STRASBOURG,
- au liquidateur judiciaire de la société PCUK, Maître OUIZILLE, 51 avenue du Maréchal Joffre à NANTERRE,
- à M. Armand BRUNNER, rue de Koetzingue à MAGSTATT-LE-BAS, propriétaire du site.



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :


Christian AULEN

Fait à COLMAR, le 16 MAI 2002

Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général


Olivier LAURENS-BERNARD

Délais et voie de recours (article L 514-6 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement). La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers ou les communes intéressées à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.

